



Des moyens pour l'hôpital public et la santé !

Toutes et tous mobilisé.e.s le jeudi 15 octobre

**Dans les Ardennes, rassemblement de 12 h à 14 h
rue d'Aubilly face à l'ancien hôpital Corvisart.**

La population est de plus en plus inquiète du manque de personnels dans les hôpitaux et le médico-social, aggravé par des démissions de personnels, toutes catégories confondues dans un cercle vicieux qu'il est urgent de casser.

Sans signal fort, la deuxième vague de crise COVID 19 risque de faire s'écrouler le système de santé et d'action sociale. En 2019, ce sont plus de 3400 lits d'hospitalisation complète qui ont fermé pour seulement 1500 places d'hospitalisation partielle ouvertes. L'accès aux soins est de plus en plus difficile, avec des retards préjudiciables.

La grande messe du Ségur de l'hôpital a déçu : sans ouverture de lits supplémentaires, sans embauche de personnel, sans formation de nouveaux professionnels en nombre, l'hôpital court à la catastrophe mettant en danger la population.

L'annonce de la création d'un forfait à payer pour toute consultation dans les services d'urgence, non suivie d'hospitalisation, est inacceptable et dangereuse : la population n'est pas responsable des difficultés d'accès à des soins non programmés et cette mesure risque d'entraîner des retards de prise en charge !

Ce n'est pas à la population de payer la crise sanitaire ! Dans le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2021 que le gouvernement vient de présenter, les recettes sont toujours amputées par des exonérations multiples de cotisations pour les employeurs, sans garantie que cela serve la création d'emplois. Par contre **la taxation des complémentaires santé va se répercuter sur la population avec à nouveau des hausses de cotisations.**

Chacun doit avoir un égal accès à des soins de qualité : la santé ne saurait être confisquée par une gestion technocratique, comptable ou commerciale, plus soucieuse de rentabilité financière que de santé publique et du bien-être de la population.

Nous appelons la population à être au côté des personnels hospitaliers dans la mobilisation nationale du 15 octobre, pour que l'hôpital public ait les moyens de répondre aux besoins de la population, pour que toutes et tous puissent se soigner, sans augmentation des restes à charge !

Il faut que cessent immédiatement les projets de fermeture de services, a fortiori d'établissements, et que soit mise en œuvre une ambitieuse politique de recrutement et de formation de professionnels de santé.

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2021 doit répondre à ces objectifs !